Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

MENSUEL MAI 79
3ff / 30fb / 2fs / 0.70cts can.

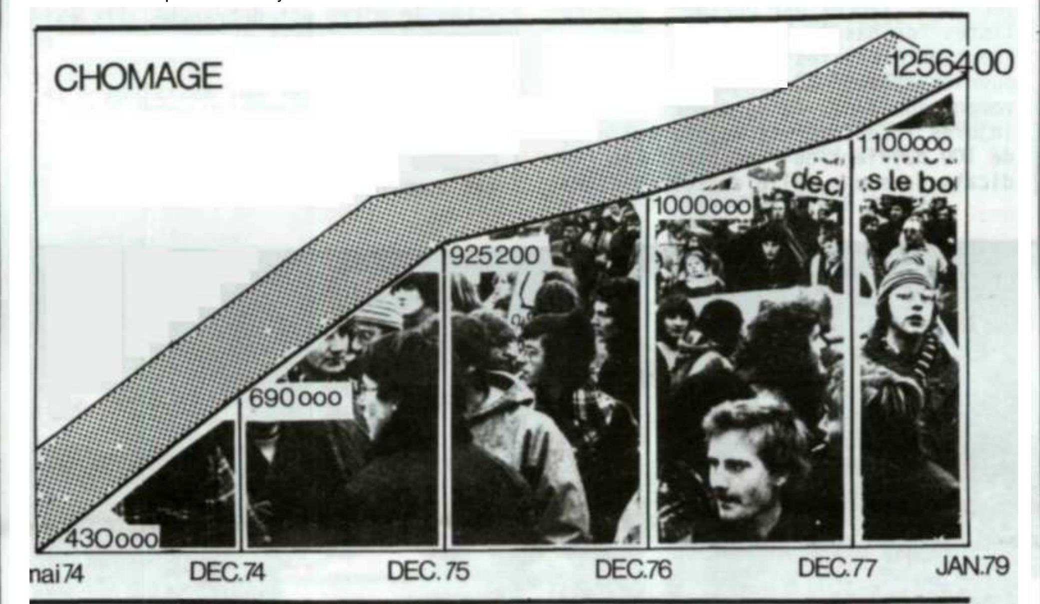
SOMMAIRE n°61

LA PERSPECTIVE DU CAPITAL: LE CHOMAGE GENERALISÉ !

• La perspective d'une situation de chômage et de "sous emploi" généralisés est aujourd'hui une évidence et une réalité dès aujourd'hui pour des milliers d'ouvriers.

Alors que le ministère du travail lui-même fournissait pour la session "extra-ordinaire" du parlement le chiffre d'une augmentation de 20,9% du nombre de chômeurs accompagnée d'une baisse de 16,8% des offres d'emploi pour une période d'un an, pour une plus longue période, de 74 à 78, cette situation se traduit par une évolution représentant 4% de la population active ("Monde de l'économie" du 5 avril), il fallait avoir le culot des syndicats pour présenter les accords sur les indemnités de chômage signés le 18 mars entre le CNPF, l'Etat et les syndicats comme "progressifs", comme une "victoire" pour la classe ouvrière. Même Mr. Barre déclarait : "l'issue heureuse de la négociation témoigne du sens des responsabilités et du souci du bien public des organisations professionnelles et syndicales" (cité par "le Matin" du 19 mars).

Le point le plus important de ces mesures est de loin l'annulation de l'indemnité à 90%. Durant la dernière décennie, la caractéristique du chômage a été ce qu'on a appelé le "chômage des jeunes", ceux qui arrivaient en âge de travailler ne trouvaient pas de travail. Si les entreprises ne licenciaient pas de façon massive comme



ET POURTANT... CE NE SONT QUE LES CHIFFRES "OFFICIELS" !

aujourd'hui, elles n'embauchaient plus. Au plus fort de cette période, en 74, la bourgeoisie, sous le gouvernement Chirac, prit la mesure de l'indemnité à 90% pour les ouvriers licenciés pour "cause économique". Cette mesure ne touchait alors qu'une infime minorité de travailleurs par rapport à la grande masse des jeunes chômeurs qui eux ne touchaient rien; cette mesure, tout en ne coûtant pas grand chose permit, à grands renforts de publicité, de faire passer la pillule de ce premier pas dans la perspective d'une situation de chômage. Aujourd'hui, face aux licenciements quotidiens de milliers d'ouvriers et surtout face à la perspective de licenciements massifs dans toutes les industries et administrations, la bourgeoisie prépare le terrain et annule ces mesures qu'elle avait présentées comme "exceptionnelles".

Que la bourgeoisie se dise "si on licencie les ouvriers, ce n'est pas pour les payer à ne rien faire" et agisse dans ce sens en supprimant une importante partie des indemnités de chômage pour préparer les futures vagues de licenciements massifs -ET CES NOUVELLES LOIS SUR LE CHOMAGE N'EXPRIMENT PAS AUTRE CHOSE QUE LA REALITE DE CE FUTUR IMMEDIAT- ne nous surprend pas, mais en plus elle a le cynisme de rajouter par la bouche du CNPF que ces mesures sont prises pour "inciter les chômeurs à faire preuve de plus de résolution dans la recherche d'un nouvel emploi" ("Le Matin", 14 mars), ou par la bouche de ses syndicats que dans cet accord "les aspects positifs l'emportent largement"(CGT) ou qu'"il s'agit d'un bon accord sur les garanties sociales" (CFDT) (Ainsi un travailleur va voir ses allocations passer de 61 à 80% s'il gagnait 2000 f, de 51 à 62% s'il gagnait 3000 f. Bravo! 80% de 2000 f. et 62% de 3000 f, c'est une grande victoire!).

Dans la situation de crise mondiale du capitalisme, que l'annulation des indemnités à 90% annonce une situation de licenciements et de chômage massifs est évident. La bourgeoisie peut nous raconter ce qu'elle veut, mettre en avant les mensonges les plus extravagants comme Giscard d'Estaing l'a fait lors du premier épisode de ses émissions télévisées mensuelles ; si, par exemple, on prend le cas de la sidérurgie et Ges mesures proposées pour faire face au chômage dans le Valenciennois, on s'aperçoit de suite que c'est du vent. Ainsi l'annonce de la création d'industries automobiles : tout d'abord, on fait la proposition d'installer une usine du constructeur américain Ford en 81, cette proposition a déjà fait long feu. Maintenant, ce sont Renault, Citroën, Peugeot, qui proposent leurs services pour *créer* un une dizaine de milliers d'emplois en 83, ce qui :

(suite p.3)

A TRAVERS L'EUROPE...
CRISE POLITIQUE ET LUTTE DE CLASSES

• Crise politique en Grande-Bretagne, crise politique en Italie, crise politique en Belgique, au Portugal... et, en France, on en parle beaucoup... Il eet des moments où l'histoire s'accélère, où, en quelques semaines, se concentrent et éclatent les contradictions qui minent depuis longtemps la société. Cette simultanéité n'est pas uniquement fortuite, elle exprime l'homogénéisation progressive de la situation économique et sociale dans tous les pays. Homogénéisation par le bas : au début, la crise ne frappe violemment que les "maillons faibles", que les "hommes malades". Et puis, en s'approfondissant, elle rend "malade" tout le monde.

Les convulsions dans la sphère politique ne sont pas autre chose que la répercussion des formidables craquements qui bouleversent le soubassement économique de la société.

Nous avons déjà analysé à plusieurs reprises, dans notre presse, la façon dont se transmet l'onde de choc d'une sphère à l'autre. Nous avons mis en évidence que, pour tenter d'atténuer autant que faire se peut les effets d'une crise de toutes façons sans issue, chaque bourgeoisie s'appliquait à en reporter le poids sur les autres pays, sur les couches sociales les plus anachroniques et sur le prolétariat de son pays. Guerre économique et aggravation des tensions impérialistes à l'extérieur, renforcement du capitalisme d'Etat et offensive anti-ouvrière à l'intérieur : telles sont les trois facettes de la politique bourgeoise. Et nous avons montré comment la crise politique était le résultat du choc avec les obstacles que ces trois offensives rencontraient mais aussi des contradictions existant entre elles.

(SUITE P.7)

IRAN: LA MITRAILLE OU LE PAIN !

#"Une armée puissante nous est maintenant plus nécessaire que le pain"(Le Monde, 6/4/79).

Cette déclaration fracassante d'un homme de la bourgeoisie, n'est pas celle d'un nostalgique du fascisme, d'un dictateur militaire d'Amérique Latine ou d'un quelconque caudillo stalinien, mais du très "libéral" premier ministre du "gouvernement révolutionnaire iranien", Bazargan.

La crise générale du capitalisme met à nu la véritable nature de tous les gouvernements bourgeois, de droite comme de gauche, un comité de gestion des affaires du capitalisme qui prévient nettement les ouvriers que ce n'est pas du pain qu'ils obtiendront, mais du plomb, s'ils osent proclamer leur droit à manger, à survivre, dans la misère croissante.

La crise totale, l'anarchie généralisée de l'économie capitaliste iranienne font craquer les illusions que les ouvriers, les travailleurs en général, pouvaient avoir sur le nouveau gouvernement "islamique". Les allocations versées par le "Bazar" pendant la grève générale de plusieurs mois, aux ouvriers de l'industrie ont été supprimées du jour au lendemain. La fraction de la bourgeoisie, regroupée autour des Khomeiny, Sandjabi, Bazargan, a atteint son but : s'installer dans l'appareil d'Etat, dans le comité d'administration des affaires courantes du capitalisme, après avoir éliminé les anciens fidèles du shah. Son but actuel, c'est aujourd'hui remettre au pas les ouvriers, qui ont pendant des mois mené une lutte sans précédent par son ampleur et sa détermination.

Les gouvernements capitalistes peuvent changer, pratiquer une valse perpétuelle des étiquettes idéologiques, la réalité têtue du capitalisme subsiste : maintenir intact l'ordre capitaliste. Cet "ordre", c'est :
- le maintien d'une "armée puissante", dernier rempart du capitalisme contre les exploités, contre les grèves, pour la reprise de sa "liberté du travail", de son économie nationale ;
- une misère plus grande des masses déjà affamée, la famine pour les masses exploitées, qui, dans cette partie du tiers-monde en période de calme relatif vivent dans une situation économique à la limite de la simple survie.

Voilà le vrai sens des discours bourgeois, de tout leur baratin idéologique, destiné aux ouvriers : "Sacrifiez-vous pour l'économie nationale, serrez-vous la ceinture, crevez de faim, s'il le faut, pour que subsistent nos sacro-saints intérêts de classe dominante. Vous pouvez *crever* ; si vous protestez, nous avons un remè-

(suite p. 4)

● LIRE EN PAGE 5
le 1er mai 1947

dunkerque:

UN MEETING SYNDICAL TRANSFORMÉ EN ASSEMBLEE OUVRIERE

• Le 6 avril, à Dunkerque, les ouvriers "de la sidérurgie" en lutte à Denain et à Longwy contre les licenciements, en lutte à Dunkerque contre le blocage des salaires et l'augmentation des cadences, sont conviés par les syndicats à se rassembler.

Objectif déclaré de ce rassemblement : "discuter ensemble pour coordonner les luttes en cours dans la sidérurgie".

Objectif réel des syndicats : donner l'impression aux ouvriers que ceux-là même qui, durant des semaines, se sont acharnés à les diviser, à limiter, saboter, dévoyer leur lutte par tous les moyens, sont prêts à la servir, à un moment où, face aux premiers signes de démoralisation dans les rangs ouvriers après la marche sabotée sur Paris (cf. RI 60) face à l'intransigeance du patronat et de l'Etat, la question du renforcement, de l'extension et de la coordination des luttes ouvrières en cours devient une question vitale.

Le 6 avril à Dunkerque quand les premiers ouvriers commencent à arriver sur les lieux du rassemblement, tout est déjà soigneusement préparé pour que les syndicats ré-"unis" en cette occasion, atteignent leur objectif.

On a limité la mobilisation ouvrière à quelques délégations (sans grande difficulté d'ailleurs, compte tenu de la défiance et du scepticisme que suscitent désormais chez les ouvriers les initiatives syndicales.

On a abandonné l'idée d'une manifestation à Dunkerque. Et pour décourager toute initiative des ouvriers qui auraient l'idée de commencer à agir ensemble immédiatement dans la rue, on a choisi un lieu de rassemblement, situé à plusieurs kilomètres de Dunkerque, de son centre ville, de sa population ouvrière. Les discours où l'on encensera "la sidérurgie française", où l'on dénoncera le gouvernement Giscard/Barre qui la brade, où l'on félicitera les ouvriers pour leur combativité, où l'on accusera le syndicat rival d'être le responsable des sabotages passés pour se laver des siens tout en appelant à l'unité d'action, sont rédigés et tapés.

Rien ne manque, pas même les casse-croûtes offerts gracieusement par la municipalité de gauche aux ouvriers venus en cars de Longwy et de Denain. Et pourtant...!

Dès 13 heures, les discussions informelles entre ouvriers révèlent que bon nombre d'entre eux ne sont pas venus pour se mettre aux ordres des syndicats.

Tandis que des militants de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque dissoute quelques jours plus tôt pour "trop grande combativité" avec des méthodes habituellement utilisées par la CGT en pareil cas, font part de leur colère à ceux qui les entourent, des ouvriers de Longwy assurent "qu'ils ne sont pas venus à Dunkerque pour faire de la figuration". Des ouvriers de Denain expliquent comment la CGT s'y est prise pour dissuader les ouvriers hésitants à les accompagner à ce rassemblement.

Quelques minutes plus tard, un incident vient confirmer la vitalité de cet état d'esprit. Alors que quelques CGTistes prétendent contrôler les cartes d'Usinor, afin de filtrer les entrées au meeting, un groupe d'ouvriers force les "gros-bras" à aller se faire voir.

Puis le meeting est ouvert par le maire de gauche ; dès les premières phrases de son discours, des huées, des sifflets s'élèvent du fond de la salle où se sont regroupés une partie des ouvriers de Longwy, rendant inaudible l'intervention de "l'élu" local.

Tandis que des syndicalites prennent le relais du maire à la tribune, qu'un syndicaliste succède à un autre syndicaliste, un discours à un autre discours, les huées continuent, se développent. Tous, CGT, CFDT, CGC, y ont droit. Les ouvriers de Longwy renforcés par des ouvriers de Denain et de Dunkerque scandent : "des actions, pas de discours !", "A Dunkerque, à Dunkerque", "Récupération !" "La parole aux travailleurs" (ce dernier mot d'ordre remplaçant rapidement ;"la parole aux sections" lancés par quelques syndicalistes "de base" et des maoïstes). "Vous enterrez les luttes !" lance un ouvrier-chômeur de Longwy qui est vivement applaudi. Puis, directement, les injures fusent. C'est maintenant plus de 100 ouvriers qui insultent les syndicats dans une salle de 2000 personnes.

Dans le reste de l'assemblée, quelques dizaines d'ouvriers, plus surpris qu'hostiles, protestent mollement. La large majorité reste "neutre".

Quelques militants du PCF tentent alors de casser la colère des 'contestataires", par la discussion mais aussi par les injures, les menaces. Rien n'y fait. Les ouvriers leur rappellent le sabotage par la CGT de la marche sur Paris, sa collaboration avec les CRS, etc. Les staliniens, verts, se replient discrètement...

A la tribune, un leader de la CFDT (celui qui, aux dires des ouvriers, a dissous la section d'Usinor-Dunkerque) remporte la palme des huées, des sifflets. Espérant faire diversion, il entonne l'internationale. En fait, il chante... seul tandis que 200 ouvriers le couvrent d'injures à la grande satisfaction de dizaines d'autres : "Vendu ! trahison ! crapule !".

A ce moment, les syndicats tentent d'abréger le meeting et appellent les ouvriers à participer à des forums où les ouvriers de Dunkerque, de Longwy, de Denain, appartenant à la même catégorie sont censés devoir discuter de comment ils peuvent coordonner à leur niveau la lutte. Belle perspective pour des ouvriers venus à ce rassemblement de plusieurs régions et usines pour voir se décider les moyens d'une action commune mettant un terme à la division et à l'isolement !

Des ouvriers commencent à sortir, déçus. Dans le groupe du fond de la salle, les discussions entre ouvriers, entre ouvriers et révolutionnaires qui se mènent de façon hachée depuis le début du meeting tournent maintenant autour d'une question : Que faire ?

Certains, écoeurés, proposent simplement de partir. D'autres disent qu'il faut aller manifester à Dunkerque, qu'il n'y a plus rien à faire ici. Pourtant, tous sentent bien que, s'il est nécessaire d'agir, de manifester, ouvriers de Longwy, de Denain, de Dunkerque unis, une nouvelle manifestation ne permettra pas de résoudre la question cruciale d'une action coordonnée de tous les ouvriers à plus long terme. Tous savent oue la réponse à cette question, ce n'est pas des syndicats que l'on peut l'attendre.

Tous sentent que, à partir de maintenant, se laisser diviser à nouveau, ne faire aucune proposition d'action immédiate et à plus long terme aux ouvriers présents, après avoir dénoncé les syndicats, après avoir réclamé la parole aux travailleurs, cela revient à baisser les bras. Il faut s'emparer du micro. Il faut s'adresser aux autres ouvriers.

Après quelques hésitations, une quinzaine d'ouvriers se rallient aux arguments des révolutionnaires. Ils descendent ensemble vers la tribune.

Là, le micro est débranché. Ils exigent qu'il soit rebranché. Les syndicalistes font semblant de ne pas entendre. Un ouvrier CGT assistant à la scène, révolté, s'écrit : "C'est ça votre démocratie ! C'est ça le 40ème Congrès !" Ouvriers et révolutionnaires commencent à crier : "le micro ! le micro ! la parole aux travailleurs" Des dizaines d'ouvriers de Denain, de Dunkerque, viennent les rejoindre. C'est bientôt un groupe de 100 à 150 ouvriers qui scandent : "A Dunkerque ! à Dunkerque ! la parole aux travailleurs !"

Un syndicaliste ouvre le micro et annonce... que "des ouvriers proposent une manifestation sur Dunkerque", "qu'un débat entre ouvriers et syndicats va avoir lieu".

Les syndicats veulent jouer la "démocratie". Mal leur en prend. Car le micro passe très vite des mains des syndicalistes aux mains des ouvriers combatifs, des révolutionnaires, et le débat ouvriers/syndicats se transforme très vite en un débat entre ouvriers pour condamner les syndicats.

Plusieurs évoquent l'attitude des syndicats en 68, l'absence de soutien aux ouvriers emprisonnés à la suite des affrontements de Denain. Des ouvriers de toutes les usines viennent donner des exemples de grèves sabotées. Les propositions pour mener, renforcer la lutte, affluent : propositions de "casser la production", de "bloquer le minerai", "de recourir à la grève générale illimitée dans toute la sidérurgie", de "mettre en place des piquets de grève", "de ne compter que sur nous-mêmes", "d'organiser nos propres assemblées", sont défendues plus OU moins confusément mais avec chaleur et sans fioritures.

A un camarade qui, dans une intervention, pose la question : "Pouvons-nous encore faire confiance aux syndicats ?" 300 ouvriers répondent d'une seule voix : "Non !" Le seul mot de syndicat est hué.

LE MEETING SYNDICAL... L'ASSEMBLEE OUVRIERE

Dans la salle, un millier d'ouvriers suivent attentivement les interventions qui vont se succéder une heure et demi durant.

Les syndicats tentent de reprendre les choses en main. Non pas par la violence habituellement utilisée contre les ouvriers combatifs et les révolutionnaires, car, en prenant la parole ensemble, les ouvriers le leur interdisent ; mais, en jouant sur la difficulté que rencontrent les 300 "animateurs" de ce meeting spontané qui ont fait des expériences différentes dans leurs usines respectives, à parvenir à organiser la discussion, à déterminer, dans le brouhaha qui gagne une action immédiate, à s'unifier sur une perspective commune de lutte à plus long terme.

Bientôt, le micro est débranché. Les syndicats appellent les ouvriers de Denain et de Longwy à regagner les

SUITE PAGE 7

GREVE A LA BANQUE DE FRANCE

Le lundi 9 avril, tout "rentrait dans l'ordre" à la Banque de France, après plus de 3 semaines de grève. Mais cela, bien peu de travailleurs l'ont su, et pour cause !

La presse a gardé le silence ; quand elle est intervenue, elle ne l'a fait que pour tenter de discréditer ces quelques "150 grévistes surpayés" qui bloquaient toute la Banque, ou qui empêchaient les banques d'alimenter les billetteries automatiques pour que d'autres travailleurs puissent aller tranquillement en vacances ; ou bien alors, elle l'a fait de telle façon qu'elle ne pouvait que tenter de démoraliser les grévistes en présentant la grève comme quasiment terminée alors même qu'elle reprenait un nouveau souffle.

Le gouvernement de la Banque, et les syndicats n'étaient pas étrangers à ce silence ou à ces déformations ; ils en étaient largement responsables : pour eux, la grève devait finir le plus vite possible, en silence...

Les syndicats n'ont pas souhaité cette grève, ils ont tout fait pour la retarder, pour l'essouffler, mais ils n'ont pas pu l'éviter : cependant, ils n'ont jamais prononcé le mot fatidique de "grève" mais seulement d'"action" ou de "réunions d'informations".

Les syndicats ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour diviser les travailleurs :

- par catégories : les agents de services ont ainsi fait la grève seuls pendant presque 2 semaines, organisé une rotation au niveau des piquets de grève, et mené leur grève même en s'opposant aux syndicats qui voulaient s'opposer aux "actions" jugées trop "dures" ; quand la grève s'est généralisée à d'autres catégories (secrétaires-comptables, stagiaires), les syndicats ont réussi à maintenir des AG d'agents de service distinctes de l'AG de tout le personnel.
- par la division des syndicats : au moment de la reprise du travail, décidée au niveau de l'intersyndicale, les syndicats CGT et CFDT ont tenté d'en rejeter la responsabilité sur la CFTC et FO : c'est là que la division syndicale devient une force pour les syndicats en tant que tels.

Mais cette expérience, n'aura pas été vaine pour quelques-uns des 800 grévistes qui ont pu, à un niveau immédiat, comprendre à quoi servaient les syndicats quelles que soient leurs justification de dernière heure :

- les syndicats ont voulu faire débloquer les portes pour ne pas"empêcher"" les négociations : dès le lendemain, les agents de service remettaient en place les piquets de grève : les "négociations" ont cependant continué !
- les syndicats ont souvent été nues, aussi bien à propos des piquets de grève qu'ils voulaient supprimer que pour le côté dérisoire des revendications qu'ils prétendaient satisfaites à grand renfort d'arithmétique sur les avancements et les effectifs !

Ce que tous les travailleurs en grève ont compris, c'est tout le rôle des syndicats contre la grève ; et ce qu'ils ont compris aussi, que les syndicats n'ont pas pu cacher, c'est qu'ils n'ont rien obtenu, sauf quelques promotions internes de plus, sauf le paiement partiel des jours de grève c'est-à-dire réellement RIEN !

B.F.

NUCLEAIRE : LE CYNISME DES MARCHANDS DE MORT



• Fait divers du début du mois d'avril, vite relégué aux oubliettes : une centrale atomique à 200 km de New-York, à la suite d'une avarie de réacteur, répand des radiations, les mêmes que celles d'une bombe atomique, qui atteignent des millions de gens. Pendant trois jours, les techniciens disent que personne ne savait quoi faire. "Ce n'était pas prévu". On n'avait pas envisagé un tel accident. D'ailleurs, "on" ne connaît même pas les conséquences précises de la radioactivité. Comme "on" n'a pas résolu le problème de tous les déchets radioactifs qui commencent à encombrer la planète. Trois jours après, devant l'impossibilité de faire évacuer des millions de personnes, "on" accumulera le cynisme avec des "solutions" du genre : évacuer les fermes et les enfants (trois jours après, ça ne servait plus à grand chose), et, comme ça aussi, c'est trop cher, on dira : "fermez les fenêtres": vous êtes bombardés? Mettez un chapeau.

Le capitalisme se fout de la vie humaine, et il étale son mépris : le cynisme des solutions avancées "pour éviter la panique", comme les mensonges diffusés à grande échelle pour cacher l'ignorance totale sur les répercussions du nucléaire ne sont que le reflet de la nature profonde du capitalisme : la production des hommes n'est pas orientée vers la satisfaction de leurs besoins, mais vers la course au profit. L'important, c'est de développer une source d'énergie qui permette de se rendre plus compétitif, ou plus indépendant par rapport à d'autres pays, de développer des profits coûte que coûte, et tant pis si ça coûte des vies humaines. Près de 100 millions de morts dans ces soixante-dix dernières années, 50 millions pour une seule guerre, le capitalisme nous a déjà prouvé qu'il ne reculait devant aucun sacrifice.

Ce n'est pas d'hier que le capitalisme étale son mépris des hommes. Les ouvriers sacrifiés au développement industriel, tués sous les machines ou les coups de grisou, mutilés, empoisonnés (parce que c'est coûteux d'assurer la sécurité), les milliards d'hommes jetés froidement sans la moindre ressource à la famine (parce qu'ils sont un poids pour la production), ceux tués en masse par des guerres de profit... la barbarie inhérente au capitalisme n'est plus à démontrer. Il faut être un écologiste borné pour croire que les sévices qu'il fait subir à l'humanité se limitent au danger nucléaire.

Mais ce qui est vrai, c'est que la façon dont le capitalisme a développé la force de l'atome offre l'image la plus claire de ce qu'est la décadence d'un système de production. Les nécessités militaires et la concurrence poussent à développer l'énergie nucléaire. Le capitaliste ne voit pas plus loin. Mais ce faisant, il développe une force qu'il est incapable de contrôler, qu'il ne maîtrise pas, parce qu'il ne s'est intéressé à comprendre que ce qui lui servait. Et les moyens qu'il met en branle représentent ici un enjeu de taille. Non seulement le capitalisme décadent en crise est de moins en moins capable de satisfaire aux besoins élémentaires des hommes, même de ceux qu'il avait réussi à intégrer à la production, non seulement il aligne plus de morts en 100 ans qu'aucune autre société dans toute l'histoire, non seulement toute l'activité productrice, toute les recherches de là science tendent à tourner autour de la guerre et de la destruction, non seulement il laisse les hommes pratiquement aussi démunis devant certains fléaux, comme les tremblements de terre, qu'à l'âge de pierre, mais encore il les crée : avec le développement incontrôlé de l'énergie nucléaire, le capitalisme ne se contente plus de barbarie localisée : le mal est mondial, et une fuite radioactive peut tuer pendant des générations.

Le mal n'est pas dans le nucléaire. Il est dans un système de production tout entier basé sur le profit et la guerre, dans le fait que les hommes sont soumis à des nécessités économiques qu'ils ne contrôlent pas. Seule, une société libérée de l'entrave du profit pourra parvenir à maîtriser une force comme le nucléaire sans compromettre la survie de l'humanité. Parce que seule une telle société pourra envisager la production des hommes sous l'angle de leurs besoins, de leur vie, pourra soumettre la production aux hommes et non les soumettre à la production comme l'a fait le capitalisme. Le chemin de la révolution sera peut être dur, et parfois incertain. Mais c'est le seul choix que l'on puisse faire face aux certitudes du capitalisme, qui sont chaque jour plus semblables à celle de la mort.

D.N.

ROANNE : L'AUSTERITE SYNDICALE

Blocage des salaires pendant un an et réduction de 3 à 15% des salaires de plus de 5000 francs. Voilà une nouvelle victoire syndicale aux Ateliers Roannais de Construction textile. Cet accord signé entre les syndicats et le patron afin soi-disant de sauver l'entreprise et les licenciements "n'est pas une capitulation, c'est du réalisme" proclame un membre de la CGT.

Un tel réalisme, nous y sommes déjà habitués de la part des syndicats, c'est celui de gestionnaires conséquents de l'exploitation capitaliste. C'est le réalisme de Mr. Barre et de sa politique d'austérité, on nous dit qu'il faut savoir se serrer la ceinture pour défendre la compétitivité du capital national aujourd'hui, que c'est la seule chose à faire pour que demain ça aille mieux.

On a déjà vu où mène une telle politique lorsque les travailleurs s'y laissent prendre : hier, à Manufrance, lorsque les syndicats et le maire PC de St Etienne ont fait accepter les premiers licenciements, cela n'a pas empêché d'autres encore plus nombreux un an plus tard. C'est dans la logique du capitalisme d'exploiter toujours plus les ouvriers, en utilisant tous les arguments possibles y compris le chantage aux licenciements.

C'est de ce chantage que les syndicats se sont fait les acteurs en appelant les ouvriers des ARTC à se serrer encore plus la ceinture, en faisant croire que ça irait mieux demain.

Mais l'accord à l'ARTC n'est pas un cas isolé qui, très particulier, ne pourrait être généralisé. Bien au contraire, c'est une initiative pilote des syndicats dans une entreprise où 80% des travailleurs sont syndiqués. Ce que les syndicats ont fait au niveau de l'ARTC, c'est ce qui s'est passé en Grande-Bretagne avec le "contrat social" entre le gouvernement et les TVC (syndicats britanniques) ou de fait en Italie où les syndicats appelent à "l'auto-réduction" des grèves. Dans un cas comme dans l'autre, on a vu le résultat : après s'être un temps soumis à la politique d'austérité "pour éviter le pire", les travailleurs se retrouvent à nouveau devant le pire, et reprennent le chemin de la lutte.

L'accord qui a eu lieu aux ARTC nous montre en fait dans quel sens les syndicats entendent dévoyer la lutte des travailleurs : sous n'importe quel prétexte faire accepter aux travailleurs de se serrer encore plus la ceinture pour le plus grand bien du capital national.

J.J.

chomage (SUITE DE LA P.1)

l) - n'éponge pas l'ensemble des licenciements de la sidérurgie et qui en regard des 60 000 chômeurs recensés dans le Valenciennois est une triste rigolade.

2) - on apprend ensuite qu'il "ne faut pas s'y tromper : une partie des emplois créés en Lorraine -cela est vrai notamment pour Peugeot et Citroën- le sera au détriment d'autres régions, et plus particulièrement de la région parisienne." (le Monde" du 21 avril).

3) - de plus l'ensemble de ces mesures vont être réalisées en 83 et si en France jusqu'à maintenant, l'industrie automobile a pu résister à la crise, les mois qui viennent, dans une situation de surproduction générale, avec la bagarre commerciale à laquelle se livrent les grands pays industrialisés, annoncent une perspective bien sombre aussi pour les ouvriers de l'"automobile". "D'abord, le marché européen se rapproche de la saturation... les apparences de bonne santé actuelle du secteur de la construction automobile française sont trompeuses et les stratégies de monopolisaticn japonaises et américaines la mettent au bord du gouffre" (Rapport du conseiller du ministre de l'industrie sur l'industrie automobile) ("Le Matin" du 3 avril).

La déclaration oe Mr. Giscard d'Estaing concernant l'industrie du téléphone qui "ne connaîtrait pas de difficultés et si cela était ce serait un scandale" est un autre exemple de mensonge. Ainsi "les suppressions d'emplois amorcées par les entreprises du téléphone concernent 11.000 travailleurs sur un effectif total de près de 100.000. D'ores et déjà, près de 2000 ont été réalisées. A cela s'ajoutent les chômeurs partiels (certaines usines tournent à 28 heures) qui atteignent un chiffre supérieur à 10000." ("Le Monde" du 4 avril).

Après les secteurs du textile, de la construction navale, de la sidérurgie, de la machine-outil, la crise n'épargne plus maintenant aucun secteur, outre les secteurs directs de la production, les secteurs administratifs et financiers vont être très sérieusement touchés. On peut ici prendre l'exemple des banques, tout le monde se rappelle du fameux "rapport Nora" qui prévoit une suppression du personnel bancaire de 20 à 30%, quand on voit aujourd'hui une banque comme le Crédit Lyonnais en enregistrer une baisse de 24% de ses bénéfices, on se doute que ces plans ne vont pas tarder à être appliqués.

L'industrie, l'administration et les secteurs financiers, la crise généralisée du système capitaliste n'épargne personne et sa faillite est aussi celle de ses Etats. En France, face au déficit budgétaire de plus en plus lourd, Mr. Barre écrit à ses ministres: "Les premiers travaux budgétaires pour 1980 montrent que le projet de loi des finances pour 1980 posera de très graves problèmes pour les finances publiques... La pression fiscale d'ensemble atteignant aujourd'hui un taux très élevé, un effort vigoureux de freinage de la dépense publique doit donc être entrepris... Dans cet esprit, je considère que le niveau actuel des effectifs d'agents publics permet aux administrations d'assurer leurs missions nouvelles (administrativement dit : plus d'embauché). En outre des suppressions d'emplois correspondant à la réduction de certaines tâches devront être prises (autrement dit : licencier)."

Si on prend l'exemple de la SNCF on voit de suite comment se traduit cette orientation : 60.000 suppressions d'emplois depuis 66 dont 30.000 en 77 et 30.000 à venir d'ici à.1981. ("Le Monde" du 27 mars).

Telle est donc, à court terme, la perspective d'une situation de chômage généralisé. Dans une telle perspective, présenter et faire passer la suppression des indemnités de chômage à 90 % comme "une victoire", une misère "plus égalitaire et sociale" était de la part des syndicats un coup de poignard dans le dos des ouvriers.

Le processus qui enlève aux ouvriers le seul moyen d'assurer leur survie en jetant sur le pavé est un processus irréversible et qui va maintenant aller s'accélérant et n'a rien à voir avec une""modernisation" de l'économie qui retrouverait ensuite un second souffle et au nom duquel les ouvriers devraient accepter des sacrifices présents pour un avenir plus brillant.

Pour ne pas aller des licenciements à la soupe populaire, de la soupe populaire à la guerre, les ouvriers doivent résister aux licenciements, les chômeurs doivent s'organiser et se regrouper, et tous, chercher la solidarité des ouvriers qui travaillent encore. Si, après les avoir exploités pendant des années, la bourgeoisie les met à la rue, il faut transformer alors la rue en terrain de lutte.

Mais, ici encore, pas d'illusions. Les ouvriers ne peuvent qu'opposer une "résistance" aux licenciements, au chômage, et aux cadences plus dures ; et même si parfois ils peuvent encore remporter quelques victoires non négligeables, face à la décrépitude générale du capitalisme, qui n'offre plus aucune perspective à personne, sinon la guerre, la véritable victoire est de réussir à composer la force sociale qui pourra renverser radicalement l'état de chose existant.

Pour prendre encore l'exemple de la sidérurgie, on peut voir que la composition de la classe ouvrière en force sociale n'est pas une vue de l'esprit. On a vu les ouvriers frappés de licenciements se battre dans la rue où se propose de les jeter la bourgeoisie, compter dans ses combats sur la solidarité active et directe des chômeurs et, en même temps, leur apporter leur solidarité active et directe, en empêchant les procès dont ce certains sont victimes aujourd'hui.

Prenat.

GREVES DANS LE MONDE

● *Ouvriers aujourd'hui, chômeurs peut-être demain, ils ne se battent pas seulement à Longwy, à Denain ou à la Solmer ; ils luttent aussi aux Etats-Unis, en Amérique Latine, en Afrique, en Chine, en Iran,... Ils se battent partout dans le monde, et simultanément contre l'attaque généralisée du capital.*

La crise mondiale n'écarte plus aucun pays au monde, elle frappe aussi bien les Etats-Unis que les pays d'Amérique Latine et tend à unifier les conditions de vie -ou, plutôt,d'austérité- du prolétariat mondial : la bourgeoisie n'a pas de solution à sa crise, la lutte du prolétariat étant un frein suffisamment puissant à la marche vers la guerre, et il ne lui reste que des palliatifs qui ne font qu'accentuer encore plus ses contradictions et, en même temps creuser son propre tombeau.

Le prolétariat se défend contre l'offensive mondiale de la bourgeoisie : partout,il lutte contre les plans d'austérité, contre les licenciements; partout, il se bat malgré la répression, malgré les syndicats. Ses luttes ne sont nulle part des luttes isolées, mais se présentent sous forme de vagues de grèves dont on ne connaît pas très bien le début ou la fin ; la combativité du prolétariat est à la mesure de l'attaque de la bourgeoisie, mais reste malgré tout dans une attitude défensive; et c'est bien là toute la faiblesse actuelle d'un prolétariat qui s'éveille après 50 ans de contre-révolution. Il ne se bat actuellement qu'avec la violence du désespoir, pas encore avec l'espoir que lui donnera la conscience de sa force de classe mondiale, et la conscience de ses buts. C'est dans et à travers sa lutte contre la bourgeoisie, contre ses syndicats et sa police que le prolétariat pourra se donner les moyens de détruire l'Etat et qu'il pourra entrevoir une autre société basée sur les besoins de l'humanité.

C'est pour donner une idée de la lutte du prolétariat dans le monde que nous publions ces quelques notes: la presse est de plus en plus discrète sur ces luttes, de moins en moins "objective". L'information sur les grèves va devenir une arme entre les mains du prolétariat : c'est seulement dans la mesure où il connaîtra le développement de ses propres luttes qu'il prendra conscience de sa force. Et c'est pourquoi nous invitons nos lecteurs à nous envoyer des comptes-rendus ou des impressions sur les grèves auxquelles ils ont pu participer ou dont ils ont eu connaissance. Nous les publierons dans la mesure de nos possibilités.

U.S.A.

● En octobre dernier, Carter mettait en place le plan anti-inflation aux Etats-Unis à grands renforts de publicité : comme d'autres plans, celui-ci prévoyait une compression des dépenses publiques, un plafonnement des augmentations de prix limité à 5,75 % et, surtout, une limitation des hausses de salaires à 8 %, puis à 7 %. Tout un programme... mais il y a la réalité : Celle d'une augmentation des prix de 12 % pour les seuls mois de janvier et février 79 ! Celle des 7 millions de chômeurs, celle des 10 millions d'assistés, celle d'une baisse des salaires réels de 15 % depuis 10 ans : et tout cela n'est certainement qu'un début...

Les Etats-Unis ne sont maintenant plus à l'abri de la crise, ils ne peuvent plus, maintenant, faire payer les effets de la crise sur les pays qui dépendent d'eux économiquement ; et ils ne sont plus, non plus, à l'abri des mouvements de grèves qui surgissent partout dans le monde.

Après la grève des mineurs l'an dernier, celle des camionneurs cette année.: 300 000 camionneurs lock-outés le dimanche 1er avril, à la suite de la grève décidée la veille par le syndicat des camionneurs à la suite de l'échec des négociations sur le renouvellement des conventions collectives; le 7 avril, 18 000 mécaniciens d'United Airlines se mettaient en grève, de même que les marins des remorqueurs de la côte est...

SUEDE

● Une vague de grèves sauvages, sous forme de débrayages, dans une trentaine d'entreprises -notamment les chantiers navals-, auxquels ont participé plus de 10 000 ouvriers : les syndicats n'ont pas hésité à les condamner, d'un commun accord avec le patronat. En effet, ces grèves n'étaient pas seulement dangereuses en ce qu'elles revendiquaient : des augmentations des salaires, mais surtout par la forme qu'elles prenaient : des débrayages sans préavis et sans les syndicats.

BRESIL

● Le "miracle brésilien" est bien fini, et, avec lui, des années de "calme social" relatif par rapport aux autres pays d'Amérique Latine. La lutte des ouvriers de Sao Paulo est d'autant plus significative :

- d'abord par son ampleur : des dizaines de milliers de travailleurs en grève à Sao Paulo et à Rio ;
- par ses revendications :les ouvriers demandaient 78 % d'augmentation de salaires, ils ont obtenu 63 % d'augmentation ! ce qui en dit long sur l'inflation au Brésil.

Il faut dire qu'au Brésil, comme en Argentine ou au Pérou, la grève est illégale, que la police n'a pas hésité à réprimer violemment les piquets de grève qui n'avaient plus vu le jour depuis 64, et que, malgré tout cela la grève a duré 14 jours.

14 jours d'assemblées générales permanentes qui réunissaient de (50000 à 70 000 ouvriers dans le stade de Sao Paulo : métallurgistes, conducteurs d'autobus, ouvriers d'autres secteurs, tous pouvaient discuter de la forme à donner à leur mouvement, de leur extension, sans s'occuper des positions des syndicats. A Sao-Jose-dos-Campos et à Campinas, par exemple, les métallurgistes ont même poursuivi la grève contre l'avis des syndicats.

La bourgeoisie a vite compris qu'elle ne pouvait être "sauvée" que par le syndicat et elle est vite revenue sur l'idée de destituer les dirigeants syndicaux : "le Monde" salue le fait que les dirigeants syndicaux aient réussi à s'imposer comme "interlocuteurs valables" par le gouvernement.

IRLANDE

● Nous avons su,au hasard d'un article paru dans la presse qu'une vague de grèves paralysait l'Irlande depuis deux mois ; nous avons su, du même coup, que les transports, les docks (30 dockers qui bloqueraient le port de Dublin (sic), et surtout les postes étaient touchés ; comme bien souvent, l'information sur la grève arrive après 2 mois (!) et elle est bien maigre, mais nous pouvons juger de la combativité des postiers par le fait même que le syndicat des PTT a dû accepter l'ordre de la confédération nationale de faire reprendre le travail sans que les revendications aient été obtenues.

MAROC

● Là encore, un plan d'austérité, du moins dans les "dépenses publiques"-ce qui inclut, entre autre, les salaires des fonctionnaires- alors même que les dépenses militaires ont passé depuis 10 ans de 5 à 10 millions de dirhams à 4 milliards (!)

La vague de grèves commencée en mai 78 n'a jamais complètement cessé, elle dure encore -après les cheminots, les employés de banque, les mineurs, les postiers, les hôpitaux,... c'est maintenant le tour des enseignants et des lycéens. A ces grèves, la bourgeoisie a répondu par une répression féroce, allant jusqu'à pourchasser les lycéens dans les classes, faisant plusieurs morts. Cette répression a été d'autant plus violente que la bourgeoisie comprend clairement -et à juste titre- cette vague de grèves comme un obstacle à sa politique de guerre au Sahara espagnol.

ARGENTINE

● En grève le 20 janvier, les dockers ne demandaient pas moins de 100 % d'augmentation, considérant que c'était le "minimum vital" : c'est la moindre des choses dans un pays où le taux d'inflation est de 168 %.

Mais le mouvement de grève ne s'est pas arrêté là : grèves contre l'austérité, contre les licenciements, contre la répression : 8000 grévistes à Buenos-Aires début mars malgré l'illégalité de la grève, malgré la répression à tous les niveaux. Les 4500 ouvriers de l'usine Renault de Cordoba étaient en grève depuis le 8 mars, ils voulaient 50 % d'augmentation : 48 ont été licenciés pour le motif officiel de "délit de grève".

PEROU

● Là aussi, la grève est illégale, là aussi elle est systématiquement réprimée :-le 4 février dernier, 4 grévistes de l'usine de textile "Cromatex" ont été tués par la garde civile- et là aussi les ouvriers continuent la lutte. A partir du 13 mars, 5000 travailleurs des mines de cuivre de Toquepala se mettent en grève, ils réclament 10 F d'augmentation par jour : dès la première semaine 200 mineurs sont arrêtés par la police.

IRAN SUITE DE LA PAGE 1

de contre la faim : le plomb et la mitraille".

C'est ce langage-là que le prolétariat iranien commence à refuser . Ce sont 4 millions de travailleurs sur une population active de 10-11 millions de personnes qui sont condamnés à mourir de faim, s'ils acceptent l'austérité à "visage islamique". L'impérieuse nécessité de reprendre,de développer la lutte de classe, nulle phrase ronflante ou menaçante de la bourgeoisie ne pourra la contracarrer. Une classe ouvrière qui s'est battue pendant des mois contre l'oppression n'est pas une classe vaincue, prête à passer la tête sous le joug de l'Etat capitaliste. Khomeiny et Bazargan peuvent faire défiler dans tout l'Iran la nouvelle "armée islamique", les oeillets dans la main. L'expérience a montré aux ouvriers que ces oeillets sont les fleurs vénéneuses de l'Etat, de sa répression impitoyable.

Les ouvriers iraniens ne sont pas prêts à accepter le plomb et la famine derrière les bouquets d'oeillets!

Malgré le silence de la presse bourgeoise, iranienne et internationale, malgré la police des "comités Khomeiny" qui ont remplacé la SAVAK, les ouvriers iraniens ne sont pas prêts à capituler.Ces dernières semaines, sont des milliers de chômeurs qui ont envahi les bureaux du ministère du travail à Téhéran pour exiger de quoi manger. Déjà, selon "Libération", les chômeurs commencent à comprendre la nécessité "de coordination des différents mouvements de chômeurs existant en Iran" (19/4/79). De même, la presse a dû laisser filtrer que les comités d'ouvriers, nés de la grève générale, ne sont pas encore dissouts en dépit de l'intervention des hommes de main des "comités Khomeiny" ; qu'en bien des endroits,le travail n'a pas repris que les mouvements de grève n'ont pas subitement disparu par la grâce d'Allah !

Non, le prolétariat n'est pas prêt à céder, à s'incliner devant l'ordre de famine et de mitraille de la bourgeoisie. C'est l'implacable processus de décomposition économique de la société bourgeoise qui balaie les plus puissantes mystifications ; lorsque les militaires se retrouvent le ventre vide, sans rien à manger, les promesses de la bourgeoisie pèsent peu.

Bazargan peut promettre, avec ses complices Khomeiny et Taleghani, de fournir du travail à un million de chômeurs par une politique de grands travaux. Qu'il le fasse ou non, il restera encore 3 millions de chômeurs sans travail, sans pain. Sans parler des millions de sans-travail qui végètent sans espoir de jamais travailler. Bazargan a pu faire de certains des mercenaires, des voyous au service de la réaction capitaliste, dans les "comités Khomeiny" que les ouvriers ont baptisé spontanément les phalanges. Il peut lancer une campagne de recrutement pour la "nouvelle" armée. Jamais son gouvernement n'arrivera à résoudre le problème du chômage, celui de la faim pour l'immense masse des exploités.

L'Iran est l'image caricaturale du monde capitaliste aujourd'hui. Un monde qui croule de tous les côtés, qui ne peut survivre qu'en se perpétuant par la misère toujours plus grande des exploités, par des bains de sang toujours. Pour ne pas subir le plomb et la mitraille toujours plus nourris du capitalisme, pour avoir le pain, le prolétariat n'a pas d'autre choix que d'en finir avec le système capitaliste.

Ch.

egypte-israel — LA PAIX IMPERIALISTE : UN PAS VERS LA GUERRE.

● Au bout d'un an et demi d'interminables tractations, l'Egypte et Israël sont parvenus à signer un traité de paix. Cette paix, qualifiée d'"historique" par tous les représentants du monde occidental, a en effet ceci d'historique qu'elle est des plus crûment caractéristique de l'histoire de ce siècle -siècle de décadence du capitalisme. Rarement la paix n'est apparue aussi clairement comme une monumentale supercherie, destinée à embrigader les populations dans la guerre.

Messieurs Sadate et Begin ont-ils été frappés d'une crise d'humanisme pour signer un traité de paix alors qu'ils en ont des interprétations contradictoires et que leurs divergences semblent plus profondes que jamais? Pas le moins du monde : derrière les discours passionnés sur la paix se cachent en réalité les plus immondes marchandages qui ont abouti à ce que les USA tout simplement... achètent le traité!

C'est en effet avec l'argument convainquant d'une offre d'"aide" de 5 milliards de dollars que l'"apôtre de la paix" Carter a mis d'accord ses interlocuteurs. Et c'est dans une débauche de mercantilisme et de cynisme que toute la bourgeoisie américaine a clamé son enthousiasme pour la paix au Moyen-Orient : le sénateur Howard Baker, leader de l'opposition républicaine, déclarait sans honte que " au prix demandé par le président, la paix est une véritable affaire" ; Richard Nixon renchérissait en expliquant que "quel que soit le prix à payer en dollars", "une guerre serait infiniment plus onéreuse". Les 5 milliards de dollars donnés à Israël et à l'Egypte "pour faciliter la mise en oeuvre du traité de paix" consistent, naturellement, en une aide militaire!

La "paix" au Moyen-Orient n'est qu'une préparation ouverte à la guerre de la part du bloc occidental, une restructuration des fronts militaires que celui-ci essaie d'opérer au détriment du bloc russe adverse. Jamais n'existera de paix véritable. Les tensions entre l'Egypte et Israël subsisteront tant que d'autres pays arabes importants ne seront pas intégrés à la paix du dollar, dans la mesure où l'Egypte dépend de ces pays économiquement. Mais même si les USA parviennent à mieux souder à leur bloc l'Arabie Saoudite, la Jordanie... envers lesquelles ils mènent une offensive diplomatique, ce ne sera sans doute qu'en repoussant d'autres pays (Irak, Syrie...) dans l'orbite soviétique, et en aggravant ainsi les oppositions impérialistes. Et à supposer qu'ils aillent jusqu'à contrôler la grande majorité du Moyen-Orient, le bloc soviétique en sera acculé à déplacer les conflits impérialistes un peu plus vers les pays centraux du capitalisme (l'Europe) et à faire un pas de plus vers la guerre mondiale.

Les travailleurs n'ont rien à faire de la paix des missiles, des blindés et des casernes, par laquelle la bourgeoisie les foule aux pieds. Celle-ci essaiera de les embrigader pour la guerre avec le mensonge infâme de la défense de la paix, mais leur réponse devra être la poursuite inconditionnelle de leur lutte de classe contre le capital et la guerre par laquelle il survit.

M. Lazare.

Publié dans Internationalisme N°31.

LE 1ER MAI 1947

Le texte que nous publions ci-après est extrait d'un article paru dans la revue "Internationalisme" en mai 47. C'était la première fois qu'un groupe révolutionnaire attaquait sans crainte superstitieuse et mettait en question "Us valeurs de la tradition". Cela ne manque certes pas de choquer tous ceur. pour qui la tradition est quelque chose de tabou, qui ne peut être discuté et qu'on doit suivre religieusement. C'est précisément ce dogme de la tradition intouchable, qu'"Internationalisme" s'efforce dans cet article de combattre. Il montre comment le souvenir de luttes authentiquement révolutionnaires tend à se figer en tradition, et de ce fait, menace de devenir un carcan emprisonnant les forces vives de la révolution.

Ecrit en 1947, à la sortie de 5 années de guerre, l'article en porte la marque. Il brosse un tableau saisissant de l'état de destruction de la conscience et de la combativité de classe du prolétariat d'alors. Ce n'est plus la même situation que nous vivons aujourd'hui,où nous assistons à un lent mais réel développement du réveil de la lutte prolétarienne.

Mais l'analyse et les réflexions de cet article, et le danger signalé de l'utilisation de la tradition pour mieux fourvoyer la classe ouvrière, restent plus que jamais d'actualité.

• Il n'y a pas de spectacle plus attristant que celui de voir la'classe ouvrière souiller les tombes de ses martyrs, insulter la mémoire de ses combattants tombés pour la cause de son émancipation, et ceci pour la plus grande joie de son ennemie de classe : la bourgeoisie.

Il n'en fut pas toujours ainsi. Pendant des décades les ouvriers saisissaient tout autrement leur position sociale. Ils n'avaient pas encore fait leurs les intérêts de leurs oppresseurs. Leur effort les portait à se dégager des idées de la bourgeoisie sur l'intérêt général, sur les intérêts de la nation ; leur effort les amenait à distinguer les intérêts des classes composant la société moderne, irréductiblement opposés, à prendre conscience de leur mission historique de classe, à s'organiser distinctement des autres classes dans des organisations indépendantes, à formuler leur propre but de classe et à entrer dans l'action directe pour le réaliser.

Quand pour la première fois l'Internationale Ouvrière, décidait d'appeler les ouvriers du monde à organiser une journée internationale de manifestation et de solidarité prolétarienne, elle entendait exprimer plus qu'une cotmémoration des victimes de Chicago tombés dans la lutte. Car cette commémoration ne fut que l'occasion accidentelle qui s'est présentée. La décision de faire du premier mai une journée internationale de lutte du prolétariat dépassait même l'intention consciente des congressistes qui l'avaient prise.

Cette journée était une manifestation d'une nouvelle réalité, d'un fait nouveau dans l'histoire humaine : la naissance d'une classe qui est internationale. Une classe qui, à rencontrë de toutes celles qui ont existé jusqu'à ce jour, ne rencontre plus des intérêts matériels, économiques, sociaux, politiques, idéologiques, divergents, tendant à la diviser. Au contraire toutes les conditions se trouvaient réunies pour la première fois dans l'histoire, faisant de cette classe une unité mondiale, une unité humaine, une préfiguration de l'humanité unifiée, de la société à venir.

Le premier mai fut la matérialisation de l'idée exprimée par Marx et Engels, 40 ans avant Prolétaires de tous les pays, un,SSez-vous". Cette idée est le fondement du socialisme la base agissante du mouvement ouvrier en dehors de laquelle le prolétariat perd son caractère de classe et cesse d'être une force historique indépendante.

L'histoire connaît peu d'exemples d'une propagation aussi rapide et aussi ample que celui du premier mai. Il fut accueilli avec enthousiasme par les ouvriers du monde entier, par toutes les tendances et les écoles du mouvement ouvrier.

En quelques années il n'y avait pas une ville, où en ce jour, les ouvriers ne manifestaient leur volonté de lutter pour leur émancipation ; et jusque dans les bourgs les plus perdus, le souffle de la révolte contre l'ordre social existant, pénétrait le coeur et le cerveau des ouvriers des couches le les DIUS avancées aux plus arriérées.

C'est parce que ce jour de lutte internationale concrétisait,au-dessus des contingences et des particularités locales, la grande aspiration générale historique, la mission émancipatrice humaine de la classe ouvrière, qu'il a trouvé cet écho brûlant parmi les travailleurs de tous les points du globe.

Plus que toute autre action, il fut l'appel puissant à l'éveil de conscience des prolétaires. Précédant souvent toute forme d'organisation concertée, toute idée claire de syndicat, les ouvriers se battaient farouchement en ce jour et arrosaient de leur sang les pavés de leur rue. Même les enfants des ouvriers, ceux qui n'avaient pas encore mis les pieds dans les usines -futurs lieux de leur exploitation- étaient pénétrés de cette atmosphère ardente et fiévreuse de ce jour de bataille de classe sur le plan international .

Avec une force égale à l'enthousiasme des ouvriers, la haine et la panique s'emparaient des classes possédantes. Le spectre annoncé devenait réalité. Les bourgeoisies nationales voyaient avec rage, apparaître face à elles, un colosse international qui menaçait de détruire la société. La bourgeoisie prenait chaque jour plus conscience de la lutte à mort qui s'engageait entre elle et le prolétariat. Chaque premier mai était devenu une répétition générale qui allait se jouer, une épreuve de force entre classes antagoniques, entre la bourgeoisie héritière et dernière représentante de toute une suite de sociétés basées sur l'exploitation, la spoliation et l'oppression d'une classe sur une autre - et par une autre-et le prolétariat successeur et représentant de toutes les classes opprimées, l'artisan de la nouvelle société humaine, la société sans classe.

CHAQUE PREMIER MAI ETAIT DEVENU UNE PREPARATION ACTIVE A LA GUERRE CIVILE INTERNATIONALE, UN ENTRAINEMENT A LA REVOLUTION, UNE ETAPE DE LA LUTTE FINALE, UNE ATTEINTE TOUJOURS PLUS POUSSEE A L'ORDRE SOCIAL CAPITALISTE.

Ce défi révolutionnaire du prolétariat, était intolérable à la bourgeoisie et à ses gouvernements qui réagissaient en établissant de véritables états de siège à la veille de ce jour. Les soldats étaient consignés dans leur caserne -à la fois pour en disposer en cas de besoin, et à la fois parce que les gouvernements n'étaient pas toujours sûrs de leur docilité . Dans les usines, la surveillance, l'espionnage et la provocation étaient décuplés, les ouvriers suspectés renvoyés et les directions affichaient les mesures les plus impitoyables contre ceux qui voulaient faire grève ce jour-là.

Durant des semaines, la police était sur les dents. Les fiches des suspects étaient sans cesse revues et complétées, les réunions ouvrières interdites, les militants préventivement arrêtés à leur domicile. Une inquiétude générale régnait, les gouvernements se concertaient et veillaient, les forces de police opéraient, la bourgeoisie se préparait.

Mais, de son côté, le prolétariat s'organisait aussi avec une volonté de fer et était décidé à la lutte. Dans les caves, les imprimeries clandestines sortaient les appels révolutionnaires diffusés comme par enchantement. Les vieillards, les femmes, les enfants les moins soupçonnés, devenaient des agents de liaison. Le silence de la nuit dans les quartiers ouvriers abritait un travail fiévreux : des réunions clandestines. Les mansardes ouvrières devenaient des sièges de Comité Révolutionnaire. Les militants connus ne dormaient pas chez eux et se cachaient dans les maisons ouvrières pour poursuivre leur travail révolutionnaire. Les ouvriers surveillaient leur quartier, dépistaient les policiers et les provocateurs. Les murs se couvraient chaque nuit de nouveaux tracts et proclamations. Soudainement, avec une rare hardiesse, les monuments les points les plus hauts et les plus inaccessibles, les clochers d'églises, les fils télégraphiques, portaient de pauvres petits bouts d'étoffe rouge, emblème de révolte et de lutte des ouvriers.

Un monde en affrontait un autre, les opprimés contre les oppresseurs, prolétariat contre bourgeoisie.

Si aujourd'hui le premier mai est devenu une vulgaire procession religieuse et officielle, les vieux militants ont gardé le souvenir vivant des premiers mai de lutte de classe. Le prolétariat manifestait sa vitalité et sa combativité en passant outre aux décrets et interdictions gouvernementales. Aucun déploiement de police ne fut assez fort pour empêcher que ne surgissent à Timproviste d'ici de là, en plusieurs points de la ville à la fois, les bataillons ouvriers.

La répression sanglante, le massacre de Fourmies, les charges de cosaques, les sabres des gardes mobile ne faisaient que galvaniser la combativité des ouvriers.

Les drapeaux rouges, simples bouts d'étoffe que les travailleurs cachaient sous leur chemise en venant à la manifestation, gardaient encore la chaleur de leur corps en flottant dans les airs ; et si plus d'un ouvrier tombait en défendant ce drapeau, en le sauvant des mains des policiers, c'est parce qu'alors il symbolisait leur volonté, leur programme, leur but de classe pour lesquels ils combattaient et étaient prêts à payer la victoire au prix de leur vie. Ce furent des premiers mai d'une classe montant à l'assaut du monde, des premiers mai du prolétariat révolutionnaire.

Ce n'est pas la place ici d'examiner les causes qui ont fait perdre au prolétariat la conscience de ses tâches et de ses intérêts historiques propres pour adorer à genoux le veau d'or du capitalisme.

Immaturité politique, une longue suite de défaites sanglantes, épuisement de force, trahison de ses chefs et partis, difficultés qui s'avérèrent autrement plus redoutables qu'on avait pu le prévoir, force de résistance et capacité de corruption idéologique de la part du capitalisme, tout cet ensemble de facteurs a concouru à amener le prolétariat au stade d'abrutissement et de dissolution où il se trouve que nous croyons momentané et passager.

Nous voudrions pourtant souligner l'intelligence clairvoyante de la bourgeoisie utilisant les armes du prolétariat contre celui-ci. Le drapeau rouge n'est plus le drapeau subversif, objet de haine pour le capitalisme. Depuis longtemps ce dernier lui a fait une place d'honneur dans ses rangs. C'est le drapeau qui flotte sur plus de 20 millions de forçats des camps de concentration staliniens. C'est celui qui préside aux éxécutions sommaires dans les souterrains du GPU et des procès infâmes de Moscou. Il est drapeau national sur un sixième du globe, ou gémissent 150 millions d'esclaves modernes. Il servit d'emblème pendant des années au régime hitlérien, aux camps de concentration, aux déportations, aux tortionnaires de la Gestapo. Il a flotté sur tous les champs de carnage de la deuxième guerre mondiale. Dans son ombre se forme la coalition -un des deux blocs- de la troisième guerre de demain.

Partout, dans chaque pays, il sert de trait rattachant les prolétaires aux chars de leur bourgeoisie nationale. Il a cessé d'être le pauvre bout d'étoffe que les ouvriers cachaient sur leur peau. Il s'est enrichi, officialisé. Il est devenu un tissu épais, à la couleur vive. Le sang des ouvriers tâchait malencontreusement les chiffons tricolores. Lui, par sa couleur et son épaisseur s'imbibe du sang et ne laisse rien paraître. Le rouge ne peut répugner aux bouchers capitalistes, ils en ont l'habitude.

Et ce qui en est pour le drapeau en vaut pour le premier mai. "Comment donc, s'écrient les bourgeois, une fête du travail, mais bien sûr. Le travail est sacré. Nous allons fêter le travail". Et les manifestations sanglantes d'autrefois sont devenues des processions légales, qui cachent la sanglante réalité de chaque jour. Les cris de révolte sont devenus d'inoffensifs psaumes. Les instruments de cuivre hurlent des marches militaires chauvines qui empêchent d'entendre les autres hurlements, ceux des torturés dans les prisons, dans les camps de concentration de tous les pays.

On abasourdit les ouvriers pour les empêcher d'entendre le cri de leurs entrailles affamées, les balles des pelotons d'exécutions, le râle des torturés, le soupir des mourants, les appels à la solidarité de leurs frères de classe des autres pays.

La bourgeoisie s'est emparée des symboles ouvriers, du drapeau rouge,du premier mai. Tous les régimes, celui de Staline, celui d'Hitler, de Pétain, de la 4ème République, ont proclamé ce jour fête nationale. Le 1er mai,est de devenu jour de la renaissance nationale et de la respectueuse P...atrie renaissante.

La bourgeoisie peut dormir tranquille et ne pas trembler de peur. C'est le premier mai 1947. Et demain, tous ceux qui la composent -les gavés et les parvenus, les policiers et les dames honorables, ses hommes politiques et ses prostituées, les gouvernants et les voyous- tout ce beau monde, cette crème de la société, massée le long des cortèges et sur les tribunes officielles, pourront à l'aise acclamer ces ouvriers dans leur bleu trempé encore de leur sueur de travail, et se féliciter qu'ils aient enfin retrouvé le chemin, et se soient intégrés dans la communauté nationale.

LE 1er mai 1906 : AFFICHE SYMBOLISANT LA FRATERNISATION ENTRE PROLETAIRES RUSSES ET ALLEMANDS

SUITE PAGE 6

LE 1er MAI 1947

SUITE DE LA PAGE 5.

Pour assurer leur subsistance, dans leurs luttes longues et rudes qu'ils sont obligés de livrer contre la nature, pour soumettre les forces de celle-ci à la satisfaction de leurs besoins, les hommes construisent, façonnent et modifient sans cesse leur propre société. Au développement de leur société correspondent des rapports de production, des rapports sociaux déterminés par le développement de leurs forces productives. Dans le procès de production des moyens de satisfaction de leurs besoins, dans la lutte pour la domination de la nature, les hommes produisent non seulement le les objets matériels de leurs besoins, mais produisent également leur mode de pensée, leurs idées, leurs conceptions qui évoluent et se modifient sans cesse, avec les incessantes évolutions et modifications des forces productives auxquelles ils ont donné naissance, et les rapports de production, les rapports sociaux qui en découlent. Mais les idées, les pensées, les productions spirituelles des hommes évoluent bien plus lentement que les forces matérielles et les rapports sociaux des hommes. Cette lenteur particulière de la production "spirituelle", le retard qu'elle accuse par rapport aux autres éléments de la production sociale des hommes en même temps que la tendance de la pensée à se condenser en images, en représentations, font que les idées tendent à se scléroser, à se momifier, à perdre de leur vitalité, et apparaissent finalement aux hommes comme extérieures à eux, étrangères à eux.

Les idées continuent à subsister dans les cerveaux humains, alors que les conditions dans lesquelles elles furent élaborées ont cessé depuis longtemps d'exister. Les images de la réalité, en l'absence de cette réalité restent suspendues en l'air. Elles se transforment en images sans chair et sans os, en images sans réalité. Les images d'une réalité disparue, morte, deviennent des fantômes vivants, qui hantent les cerveaux des ouvriers et traquent les hommes réels.

Moins les hommes parviennent à saisir la nouvelle réalité qui s'est crée plus ils restent attachés aux images de la réalité d'hier, plus ils deviennent des victimes de leur propre production psychique antérieure qui s'impose à eux, les domine, les tyrannise. Il fut ainsi des idées religieuses. Les dieux que les hommes dans leurs aspirations et imaginations avaient créés et placés aux cieux, sont redescendus par la suite sur terre pour soutenir toutes les forces d'oppressions et opprimer les hommes. Il en est ainsi de toutes les créations de l'esprit humain.

Tant que l'humanité ne se sera pas rendue libre en dominant la nature, au lieu d'être dominée par elle, tant que l'humanité ne se sera pas rendue maîtresse du monde extérieur, en produisant à volonté et en surabondance tous les objets nécessaires à la satisfaction totale de tous ses besoins, sa production intellectuelle et sociale sera aussi la reproduction continue de sa propre aliénation. Et de même que les produits économiques se rendent indépendants des producteurs supposant à eux et les dominant sous forme de marchandises, de même les idées deviennent des forces indépendantes qui, sous forme d'idéologies et de préjugés, asservissent les hommes à leur puissance de conservation.

L'humanité se débat contre les forces qu'elle-même a créées, et qui tendent à l'emprisonner.

La société divisée en classes trouve dans les classes possédantes, l'élément social humain dont l'intérêt est la conservation et la perpétuation de l'ordre social existant. Pour sauvegarder leur domination sur la société, les classes possédantes ont à leur service, non seulement toute la puissance économique et politique qu'elles détiennent exclusivement, non seulement les forces de coercition -l'Etat, l'armée, la police et les prisons-mais elles ont encore à leur disposition les moyens spirituels", les forces idéologiques conservatrices qui ne sont pas moins redoutables et pas moins efficaces que les autres moyens physiques, pour assujétir les classes dépossédées, les tenir en respect et les dominer.

Les intérêts des classes conservatrices trouvent dans les idées léguées par le passé autant de paravents idéologiques. Sur cette base de déguisement et de camouflage, s'édifie tout un système spirituel avec des conceptions morales, juridiques et civiques, toutes sortes de notions et d'idées qui sont inculquées à tous les membres de la société et qui sont autant de moyens d'auto-défense et d'auto-conservation, contre les classes progressives et révolutionnaires.

L'avantage des classes réactionnaires est considérable, tandis que les classes révolutionnaires ont à se libérer continuellement des idées qu'elles ont reçues -qui sont savaient entretenues- contre lesquelles elles se heurtent sans cesse et qui représentent de redoutables embûches sur le chemin de leur émancipation.

Dans l'histoire des luttes de classes, le prolétariat apparaît la seule classe qui ne trouve pas à appuyer sa lutte sur la possession de forces économiques.

Sa prétention historique, il la fondé sur le fait objectif du développement des forces productives exigeant la destruction du système économique capitaliste et son remplacement par celui du socialisme et sur le fait subjectif de son intérêt propre en tant que classe exploitée. Ce double fondement du socialisme trouve son expression,son assise et sa force en premier lieu dans la prise de conscience du prolétariat. C'est dans cette prise de conscience de ses intérêts historiques que le prolétariat se constitue vraiment en une classe, et trouve la condition première de la réalisation de sa mission. C'est en elle que réside la garantie unique de sa propre émancipation. La critique des idées régnantes, c'est la critique du règne de la classe qui les professe. Dans sa lutte contre le capitalisme, le prolétariat forge ses propres idées, ses conceptions propres. L'arme de la critique des idées régnantes est le commencement de la critique par les armes contre l'ordre existant.

L'élaboration de ses idées révolutionnaires, la constitution de son programme est pour le prolétariat l'élément décisif de son existence, de son triomphe, de son action en tant que classe. Mais cette conscience de classe, le prolétariat ne peut l'atteindre d'emblée. Naissant avec le capitalisme, il grandit avec le développement, l'épanouissement de la société capitaliste. Les premières luttes sont inévitablement des tâtonnements, ses premières formulations sont des balbutiements. Eduqué dans la culture bourgeoise, vivant dans un milieu historique du capitalisme, ses propres idées sont imprégnées des idées de son ennemi de classe. Le prolétariat ne peut se soustraire à cette influence bourgeoise que par une incessante critique et un continuel dépassement de ses propres idées, de ses formulations antérieures.

La bourgeoisie sait admirablement bien exploiter à son avantage la difficulté humaine de se libérer des images de leurs anciennes idées inachevées et périmées. Transformées en emblèmes et en symboles, les idées perdent leur dynamisme révolutionnaire, cessant d'être des moments d'un développement de la lutte, se figent, deviennent inoffensives. La bourgeoisie et tous ses laquais, ses chefs des partis politiques et syndicaux s'emploient de toutes leurs forces à vider le contenu, à faire perdre au prolétariat la compréhension du fond, l'aspiration révolutionnaire de ses idées pour ne laisser subsister que l'enveloppe apparente. Les représentations révolutionnaires deviennent des images saintes, les emblèmes des fétiches qu'on adore et qu'on craint ; les symboles vidés de leur contenu révolutionnaire se remplissent d'un contenu nouveau : conservateur, réactionnaire, et bourgeois.

Marx tant haï de son vivant, est devenu pour la bourgeoisie un homme respectable, un savant distingué. Après l'avoir de son vivant pourchassé, expulsé de nombreux pays, elle en a fait un honorable citoyen d'honneur. Le socialisme est devenu une affaire pour la bourgeoisie, qui s'en réclame à corps et à cris. Socialiste, le gouvernement de sa majesté d'Angleterre qui verse à flots le sang des opprimés en tous points du globe. Socialiste, le gouvernement de la IVème république en France, qui se livre à des massacres en Indochine, à Madagascar, en Algérie et ailleurs. Socialiste, le gouvernement du généralissime Staline dont les massacres et l'exploitation ne sont plus à décrire. Socialiste encore le gouvernement du défunt IIIème Reich qui a<fait fonctionner ses fours crématoires au nom du socialisme national. Socialiste enfin le dernier avorton de gouvernement fasciste de Mussolini instituant lui aussi une république sociale.

Les prolétaires ont gardé un attachement pieux au mot du socialisme, on leur donnera. Socialistes tous ces partis, tous ces hommes, qui, dans tous les pays soutiennent le régime d'exploitation, de famine, et de massacre. Socialistes la SFIO, le parti stalinien, les trotskystes, qui ont entraîné les ouvriers à se faire massacrer, pour la défense de la république, de la démocratie, ou de l'Etat "Ouvrier" russe, et pour la libération nationale. La monstrueuse 2ème guerre mondiale n'était, en somme, qu'une immense et joyeuse fête "socialiste".

Les ouvriers ont gardé le souvenir de la Commune de Paris. Qu'à cela ne tienne. Et cette Commune qui fut la révolte ouvrière contre la république de Thiers et Gambetta, contre le drapeau national de la bourgeoisie, sera commémorée en grandes pompes, au chant de la Marseillaise» des drapeaux des Versaillais. La haine de classe des ouvriers du monde contre la sanglante oppression des régimes fascistes sera largement exploitée par la bourgeoisie. Après avoir appelé, soutenu, renforcé de toutes ses forces les régimes fascistes en Italie, Allemagne, Espagne et ailleurs, la bourgeoisie se découvrira antifasciste et, exploitant les sentiments des ouvriers en les dupant, elle les fera massacrer au nom de Tantifascisme. Et plus que tout autre, le rattachement sentimental des ouvriers du monde à la révolution prolétarienne d'Octobre 1917, à la plus grande action et bataille qu'ils ont livrée à ce jour en tant que classe, ce rattachement sentimental deviendra l'élément de la plus grande et de la plus infâme duperie.

La place rouge à Moscou est le musée de la révolution d'Octobre. Les maîtres ont concentré autour du mausolée de Lénine tous les drapeaux et attributs de la grande révolution, comme aux Invalidesà Paris,autour du tombeau de Napoléon, tous les drapeaux et souvenirs des conquêtes napoléoniennes. Mais,ici,ils'agitdel'insurrection du prolétariat, de ses drapeaux, de ses conquêtes passées, enfermées autour du cadavre momifié et embaumé de Lénine

La révolution est mise au musée,son cadavre repose emprisonné dans ces murs, défigurée, transformée, mutilée, redorée. Elle est redorée au goût des maîtres du jour, sous une dorure qui tend à cacher sa signification réelle, le visage réel, héroïque de la vraie révolution. Les maîtres du jour qui ont bâti leur pouvoir après avoir tué la révolution s'y mettent, et mettent la révolution réelle à Tombre. Ils s'y mettent, eux vivants, aux côtés de la momie de la révolution et de celle de Lénine.

Rien n'aura été laissé du passé et de l'histoire des luttes du prolétariat, sans avoir été exploité par le capitalisme contre le prolétariat. Les idées, la terminologie, les noms, les mots, les dates, les emblèmes et les symboles, tout sera utilisé par la bourgeoisie, tout sera transformé en fétiches, et le prolétariat lui-même en masses d'idolâtres. Les meilleurs combattants, les soldats de la révolution, les militants les plus conscients du passé seront canonisés, afin de permettre à des canailles vivantes d'entretenir dans le prolétariat le culte du "chef", le culte de l'obéissance aveugle à leurs personnes proclamées omnipotentes et infaillibles. Toute une mystique fétichiste a été construite et dans laquelle est emprisonné le prolétariat.

Mystique du parti, mystique du "chef", fétichisme du drapeau, fétichisme des premiers mai.

Le prolétariat se heurte au mur de cette prison fétichiste. Pour reprendre sa lutte révolutionnaire, il doit d'abord impitoyablement briser tout ce système de fétichisme. Il doit se libérer de toutes ces images et symboles qu'il a lui-même créé au cours de son histoire et qui servent à le mystifier.

Il faut qu'il apprenne à regarder la réalité nue et crue. Voir la terre rouge partout de son sang, voir ses villes en ruines, voir ses millions de cadavres, voir son corps décharné, affamé, se voir lui-même enfin dans toute la laideur de sa misère, bafoué et dégradé.

La reprise de sa marche en avant et de sa victoire finale, se fera à ce prix. Libéré des fantômes et des charlatans vivants, il faut qu'il redevienne lui-même, saisissant le présent conscient de ses buts et agissant révolutionnairement pour les réaliser.

ono

Du point de vue de la classe ouvrière, cette deuxième guerre s'est soldée par une très lourde et cuisante défaite du prolétariat. En 1917-18, la guerre est interrompue par le réveil révolutionnaire de classe, qui, partant du refus de continuer la guerre va jusqu'à transformer celle-ci en guerre civile contre le régime capitaliste. En 1943-45, devant les premières manifestations -bien qu'embryonnaires en Allemagne et en Italie d'un prolétariat se refusant à la guerre, le capitalisme se souvenant de l'expérience de 1917-18 fait de cette menace éventuelle le centre de ses préoccupations. La stratégie des opérations de la guerre s'en ressentira. L'atermoiement de 1943 en Italie, des "alliés" laissant se consolider les forces de l'Axe en Italie du Nord, la "miraculeuse" libération de Mussolini lui permettant de reconstituire un gouvernement "national", une "république sociale" le recul volontaire de 1'armée russe devant Varsovie -pendant qu'on provoque "l'insurrection" dans ce centre ouvrier afin de permettre à Hitler d'exterminer par milliers les insurgés- le piétinement militaire devant Budapest -autre centre ouvrier-, d'une part la propagande et la mobilisation dans la "résistance" en France, le déchaînement d'un sentiment chauvin dans tous les pays d'Europe au nom de la libération nationale et de la lutte contre le fascisme ; d'autre part, les alliés refuseront tout armistice avec l'Allemagne après la chute d'Hitler pour détruire systématiquement toutes les concentrations ouvrières, empêcher le retour des soldats allemands dans leurs foyers et disperser des millions d'ouvriers allemands retenus comme prisonniers de guerre. Tout cela ne peut que relever d'un plan d'ensemble soigneusement préparée et scrupuleusement exécutée.

Dans ce sens et dans ces limites, on peut dire que le capitalisme a transformé la fin de la deuxième guerre interimpérialiste en guerre civile préventive contre le prolétariat, pour étouffer dans le germe toute velléité de manifestation, toute possibilité de troubles révolutionnaires.

Avec la fin des hostilités, l'effort du capitalisme portait en premier lieu à reconstruire, à développer les organisations traditionnelles des ouvriers les syndicats. Ces organisations avaient depuis longtemps perdu leur raison d'être. Elles correspondaient à une étape donnée du développement de la société capitaliste et de la lutte de classe. Tant que le capitalisme avait encore des possibilités de développement et d'épanouissement, la révolution sociale ne pouvait se poser pour le prolétariat comme nécessité pratique immédiate. Le prolétariat lutte alors à l'intérieur du régime capitaliste pour arracher à la bourgeoisie des concessions. Sur le plan politique social, c'est la lutte pour la liberté d'association, de presse, de_réunion, le droit de vote. Sur le plan économique, c'est la lutte pour de plus hauts salaires, pour la diminution des heures de la journée de travail, pour le droit de grève. En un mot, c'est la période où le proléta-

SUITE PAGE 8



VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

aix-en-provence

Permanence : 9 mai, de 18 h à 19 h, au café "Le Madeleine", place des Prêcheurs.

bordeaux

Réunion publique : 19 mai, à 17 h, au 52, Cours Victor Hugo, sur le thème : "TERREUR, TERRORISME ET VIOLENCE DE CLASSE".
Permanences : vendredis 4 mai et 8 juin, de 18 h à 20 h, même adresse.

clermont-fd.

Réunion publique : 18 mai, à 20 h 30, à la Cité Universitaire E. Dolet, sur le thème : "COMBATIVITE OUVRIERE : REPONSE A LA CRISE, FREIN A LA GUERRE".

denain

Contact avec les diffuseurs au marché le 13 mai.

dijon

Réunion publique : 19 mai, à 16 h, à la MJC Maladière, sur le thème : "FACE A L'ETAT, SES SYNDICATS ET SA POLICE, ORGANISATION DE LA LUTTE OUVRIERE ET ROLE DES REVOLUTIONNAIRES".
Permanences : le 10 et le 31 mai, de 18 h 30 à 20 h 30, à la librairie "Les doigts dans la tête", rue Chabot Charny.

grenoble

Réunion publique : 5 mai, à 21 h, au 6, rue Hector Berlioz, sur le thème : "FACE A L'ETAT, SES SYNDICATS ET SA POLICE, ORGANISATION DE LA LUTTE OUVRIERE ET ROLE DES REVOLUTIONNAIRES".

lille

Contact avec les diffuseurs au marché de WAZEMME, de 10 h 30 à 12 h, le 6 mai.

lyon

Permanence : 16 mai, de 18 h à 19 h, au 3, rue Diderot, Lyon 1er.

marseille

Réunion publique : 19 mai, à 21 h, salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire Marseille 6ème, sur le thème : "FACE A L'ETAT, SES SYNDICATS ET SA POLICE, ORGANISATION DE LA LUTTE OUVRIERE ET ROLE DES REVOLUTIONNAIRES".
Permanences : 2ème et 4ème vendredis du mois, de 18 h à 19 h.
Prochaine réunion publique, au même endroit, à la même heure, le 8 juin.

mulhouse

Réunion publique : 12 mai, à 17 h 30, au Centre Social Bel Air, 13, rue Fénelon, Mulhouse (Dornach) sur le thème: "FACE A L'ETAT, SES SYNDICATS ET SA POLICE, ORGANISATION DE LA LUTTE OUVRIERE ET ROLE DES REVOLUTIONNAIRES".

nantes

Réunion publique : 19 mai, à 17 h, au 3, rue Amiral Duchaffault, sur le thème : "TERREUR, TERRORISME ET VIOLENCE DE CLASSE".
Permanence : le dernier vendredi du mois, même endroit, à 20 h 30.
Contact avec les diffuseurs au marché Talensac, le 2ème samedi du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

paris

Réunion publique : 19 mai, à 17 h, au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage) sur le thème: "TERREUR, TERRORISME ET VIOLENCE DE CLASSE".
Permanences : tous les samedis à 16 h, à la même adresse, sauf, exceptionnellement le 5 mai, le 19 mai, le 2 juin (pour tout contact ce jour-là, s'adresser au stand de RI à la fête de LO).
Prochaine réunion publique le 9 juin.

toulouse

Réunion publique : 25 mai, à 21 h, au 48, rue de la République, sur le thème : "LUTTES OUVRIERES A LONGWY, EN POLOGNE, EN IRAN, EN ALLEMAGNE... LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE".
Permanences : tous les samedis à 14 h 30, au café "Le Colbert", avenue St Exupéry.
Contact avec les diffuseurs au marché aux puces, le 2ème dimanche du mois ; ou au marché aux légumes (bd), les 2ème et 4ème dimanche du mois.

PUBLICATIONS DU C.C.I.

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie

Postbus 11 549
1001 Gn AMSTERDAM

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :
- *la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;*
- *la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;*
- *la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.*

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

REVUE INTERNATIONALE N°17

- *Longwy, Denain nous montrent le chemin*
- *Deuxième Conférence Internationale et résolutions sur le regroupement*
- *Sur le parti*
- *Evolution de la situation en Grande-Bretagne depuis la 2ème guerre (1ère partie)*
- *Gauche hollandaise (2ème partie)*

BROCHURES:

- PLATEFORME de R.I. (1972)
- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
- NATION OU CLASSE

INTERNATIONALISME 31

- *Non aux élections sociales, oui à la lutte ouverte !*
- *Sidérurgie en France : pour continuer la lutte, il faut s'organiser*
- *Elections sociales : choisir des délégués pour saboter les luttes futures*
- *Crise économique, conflits impérialistes et lutte de classe .*
- *Moyen-Orient : la paix aussi s'achète*
- *Iran : de nouveaux masques pour les mêmes bourreaux*
- *Belgique : les bas-fonds d'une crise politique*
- *Glaverbel : les syndicats ne combattent pas les licenciements*
- *Autoréduction aux ACEC : qui paiera la campagne électorale des syndicats ?*
- *Amada-TPO recrute pour la guerre mondiale*
- *Réédition de Gorter : une voix contre la dégénérescence*

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	*Etranger*	*Par avion*
60 F	*80 F*	*100 F*

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	*Etranger*	*Par avion*
40 F	*50 F*	*70 F*

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

CRISE POLITIQUE

(suite de la p.1)

Les crises politiques actuelles n'échappent pas à la règle. Avec des formes variables (problèmes de la CEE, résistances à la nécessaire intégration dans le bloc américain, marginalisation des PC trop liés au bloc russe au août du bloc dominant...) les facteurs de politique internationale sont présents dans les difficultés actuelles en Grande-Bretagne, en Italie, en France ou au Portugal. De même, le poids des anachronismes reste grand dans ces trois derniers pays au secteur agricole bien pesant, il est particulièrement évident dans un pays pourtant aussi industrialisé que la Belgique où le problème communautaire légué d'un passé plus que séculaire n'en finit pas de rebondir. Mais le facteur de crise politique qui, aujourd'hui tend à devenir de plus en plus important, alors que ces dernières années nous en avions noté le relatif effacement, est la résistance que la classe ouvrière oppose de façon croissante à l'offensive que la bourgeoisie a lancé contre elle sous forme d'austérité et de mise au chômage. Principale productrice de la richesse sociale, c'est elle qui est appelée à subir l'essentiel du poids de la crise même si, dans un premier temps, la bourgeoisie a préféré s'attaquer en priorité aux secteurs anachroniques de la société. De plus en plus, la "nécessité" d'une politique bourgeoise se mesurera à sa capacité d'imposer des sacrifices aux travailleurs, et c'est justement les échecs consommés ou prévisibles de cette politique qui pèse sur la situation des pays évoqués. Mise en échec de la politique travailliste de blocage des salaires par les grèves de l'hiver dernier en Grande-Bretagne, notamment chez les camionneurs. Epuisement de la mystification entretenue par l'association du PC italien aux décisions gouvernementales et qui l'oblige à "refaire" de l'opposition pour ne pas être complètement débordé comme ce fut le cas dans le secteur hospitalier à l'automne 78. Reprise des luttes au Portugal, notamment le mois dernier dans le téléphone après la démoralisation qui a suivi les illusions de la "révolution des oeillets". Et, en France, développement de la résistance pied à pied, décidée et violente contre les licenciements, après des années de soporifique électoral, d'illusions dans le "programme commun" et malgré la poursuite du sabotage syndical.

"Longwy, Denain, notre montrent le chemin)" criaient les ouvriers ces dernières semaines. Et c'est bien le cas ! Ce qui a affolé la bourgeoisie c'est bien la perspective que les explosions du Nord et de Lorraine traçaient pour toute la classe ouvrière. Outre la violence, ce qui distingue ces luttes de celles qui ont été menées ces dernières années, c'est qu'elles ont dépassé notamment à Longwy le cadre du secteur ou de la profession pour englober tous les travailleurs d'un même lieu géographique. Finie la lutte des "Lip", des "Bibs", ou des "Terrin" : ce sont les ouvriers de toute une ville qui luttent, qu'ils travaillent chez X, Y, Z ou qu'ils soient au chômage. Us syndicats s'efforcent de mettre en avant les "problèmes de la Lorraine", le "sauvetage de la sidérurgie" pour tenter de maintenir les divisions, mais, là aussi, la réalité de la crise se charge de pousser les ouvriers à briser ces carcans.

Dans la Vague révolutionnaire qui culmine en 1917, la guerre avait constitué le facteur d'unification essentiel de l'a classe ouvrière : la lutte contre la boucherie impérialiste ne connaissait ni catégories, ni secteurs, ni nations. Dans la période présente, le chômage qui pèse sur toute la classe ouvrière et non seulementsur les ouvriers restés de la production, qui déborde les cadres catégoriels, régionaux et nationaux (les immigrés expulsés seront des chômeurs dans leur pays d'origine) se révèle d'ores et déjà comme un facteur similaire d'unification. Et si, pour l'heure, seuls les ouvriers de quelques villes ont montré le chemin, ceux des plus grosses concentrations ouvrières seront obligés de le suivre quand la crise les frappera à leur tour avec la même violence.

Ainsi, en même temps que "ceux d'en haut", à travers leurs crises politiques à répétition font de plus en plus la preuve "qu'ils ne peuvent plus "gouverner comte avant", les conditions mûrissent pour que "ceux d'en-bas refusent de vivre comme avant" et se préparent à renverser le règne du capitalisme.

F.M.

DUNKERQUE

(suite de la p.2)

cars pour repartir. A la tribune, un vieux stalinien tente de monter les ouvriers contre les "éléments extérieurs", les "pseudo-révolutionnaires"! Les ouvriers le sifflent... Dans les groupes de discussion où des ouvriers s'attardent, nombreux sont ceux qui continuent à dénoncer les syndicats(et pas simplement les directions). Une déception réelle se mêle à la colère contre les syndicats. Le meeting ouvrier prend fin.

A Dunkerque, le 6 avril, les ouvriers combatifs ont certes échoué dans leur tentative de décider ensemble d'une action immédiate, et d'une action coordonnée hors et contre les syndicats à plus long terme.

Cependant, en prenant la parole, en imposant, au nez et à la barbe des syndicats et des gauchistes médusés et impuissants, un véritable meeting ouvier, ils se sont donnés les moyens de confronter leurs expériences et de vérifier ainsi que le sabotage des syndicats n'est pas un fait local, ponctuel, mais une réalité à laquelle se heurtent toutes les luttes ouvrières. Ils ont fait échouer une nouvelle entreprise de mystification des ouvriers Ils ont démontré les faits, et la nécessité et la possibilité de se débarrasser du carcan syndical, donnant ainsi plus de poids aux propositions faites par plusieurs d'entre eux, appuyés par les révolutionnaires, de mettre sur pied des assemblées générales ouvertes à tous les prolétaires, pour organiser, contrôler, diriger leur combat !

LL/Chénier

PROCES DES "AUTONOMES" : LA JUSTICE BOURGEOISE

Quand les journaux poussent des cris hystériques, quand les pantins de la télévision prennent des airs solennels, quand les chiens de la propagande bourgeoise se mettent à aboyer, méfiez vous. La bourgeoisie a trouvé un nouveau produit pour lancer de la poudre aux yeux. Qu'est-ce-qui menace la société actuelle? Le chômage, la crise économique, le danger de guerre? Mais non, voyez-vous, c'est les casseurs de vitrines sur les boulevards chics de Paris. Vous dites que les ouvriers se défendent contre la police à Longwy, à Denain, à Paris? Mais non, ce ne sont que des "autonomes", des "voyous", des "casseurs".

Denis Lagrive, OS 3, tresseur de fil des Ardennes, 10 mois de prison, 6 avec sursis. Marc Bourdon, 29 ans, soudeur, 18 mois ferme. Gilles Desraisses, lycéen à Paris, 15 mois de prison 7 avec sursis. Pierre Legall, aide-soignant à l'hôpital Laënnec à Paris, 15 mois, 7 avec sursis. Roger Martin, 29 ans, chômeur, fils de sidérurgiste à Longwy, 10 mois, 6 avec sursis... "Casseurs"? C'est la nouvelle calomnie qui fait la une des journaux pour désigner les ouvriers, les employés, les chômeurs qui se battent.

Quand les CRS chargent la foule, quand ils lancent des grenades lacrymogènes au chlore, quand ils ont rossé Jean-Luc Fougueray, chômeur, au commissariat, ça, c'est la défense de l'ordre, la respectabilité. Quand les ouvriers se défendent, quand ils luttent contre des dizaines de milliers de licenciements, quand ils ne sont pas d'accord pour crever comme des chiens, dans le silence, alors ça, c'est les "casseurs", les éléments "incontrôlés".

Incontrôlés? Les vrais éléments incontrôlés sont les lois aveugles du système capitaliste qui au nom des dieux du profit et de la rentabilité condamnent les ouvriers de tous les pays au chômage, aux sacrifices, à l'angoisse. Perdre sa maison, les moyens de payer les études de ses enfants, perdre ce travail maudit, et pourquoi? Parce que l'humanité n'a pas besoin de l'acier, de tout ce qu'il permet de construire? Non, on a beau crever de froid, de faim, la production, la distribution ne sont pas contrôlées par ceux qui travaillent, par ceux dont elles sont censées satisfaire les besoins. L'incontrôlable, c'est le système capitaliste lui-même.

Mais il fonctionne au profit des privilèges de la classe dominante et elle voudrait qu'on baisse la tête devant les coups. La bourgeoisie voudrait"contrôler" la rage des travailleurs, bien la contrôler derrière les négociations de la défaite ouvrière, derrière les syndicats et les partis politiques politicards, dans les manifs promenades de l'impuissance. Le service d'ordre de la CGT n'a-t-il pas protégé les CRS le 23 mars? Demandez à Didier Dheilly, arrêté pour avoir frappé un membre du service d'ordre CGT, si la police n'a pas en retour rendu ce service, noblesse oblige, aux flics des syndicats. Les syndicats sont contrôlés par les travailleurs? Pas plus que la police et l'Etat ne sont "contrôlés".

Et la Justice, cette putain de tous les gavés de la bourgeoisie? Joseph Wazin, 19 ans, travailleur intérimaire et Mohand Mebtoul, 19 ans, chômeur, 2 mois de prison ferme, chacun pour 3 pantalons, 3 chemises et 2 T-shirts ramassés par terre. Sur le marché de la Justice des vautours, un T-shirt vaut deux semaines de prison. L'abominable mesquinerie de la propriété privée réduite à sa juste mesure : un T-shirt contre la crème des corbeaux en robes noires payée pour couvrir l'ignominie par des paroles mystiques, incompréhensibles, des alinéas du système judiciaire. Abdel Salam, 31 ans, 3 mois de prison ferme pour vol d'une lampe de chevet. Que ses juges dorment tranquilles dans le noir! Pour un tiercé truqué et une escroquerie de millions de francs en 1973, il a fallu 6 ans à la belle justice française pour ne prendre, bien entendu que le menu fretin : R. Laouira condamné à 3 ans. Mais pour Jean Luc Fougueray, accusé d'avoir lancé descailloux contre la police, un an de prison ferme. Pour Pierre Legall 8 mois ferme, pour Michel Biard 8 mois ferme, pour tous à la chambre des "flagrants délits", un jugement en 10 minutes, 3 jours après la manif, à V'île de la Cité cernée partout par les CRS, dans une salle si bourrée de flics que même les parents ne pouvaient pas s'y rendre. Georges Croissant qui risque 10 ans devant la cour d'Assises pour "violence contre un policier". Qu'est ce qu'un flic sinon l'incarnation de la violence de l'Etat? Pourquoi 10 ans ? Parce que messieurs les Juges ont voulu apprendre aux avocats de la défense, par trop choqués par la procédure, quelles sont les véritables règles du jeu. Les collègues de travail ont beau défiler devant les juges pour défendre leurs camarades, la Justice est sourde 3 en dégoûter même les avocats, ce qui dit déjà tout. Vous croyez que l'arrestation préventive est illégale dans la patrie de la liberté? Il y a eu 84 "interpellations préventives", perquisitions, saisies, des gens amenés au commissariat... le matin du 23 mars parce que la bourgeoisie a eu peur. Vous croyez que "flagrant délit" veut dire que la Justice doit prouver qu'on a fait quelque chose, n'importe quoi? Douze militants de la Fédération Anarchiste ont subi une arrestation collective avant même qu'ils ne se rendent à la manif! Pierre Roussel, 26 ans, peintre en bâtiment et Patrick Salcedo, 22 ans, agent SNCF, n'ont pas-été libérés. Non seulement Gilles Desraisses, 17 ans et Pierre Legall ont été gardés en otages comme tous les autres à qui on a refusé la liberté provisoire, mais ils ont reçu des peines plus lourdes que celles demandées par le procureur. Sans compter Agnès Lutman, 20 ans, inculpée pour avoir lancé des pierres, et remise entre les mains des psychiatres dans la bonne tradition qu'on connaît à l'Est. Avec ça, le parquet a trouvé que les peines ont été trop "légères" et a fait appel contre plus de 11 jugements.

L'Etat capitaliste a crié aux "autonomes", aux "provocateurs"... Bien sûr. il y avait des autonomes qui ont combattu des CRS. Mais qui sont ces autonomes sinon de jeunes ouvriers, employés, chômeurs, qui se révoltent de façon brouillonne et assez désespérée contre une société insupportable. D'un autre côté, c'est vrai que les provocateurs de la police existent, bien que ceux que la CGT a photographiés et sur lesquels elle a fait battage soient essentiellement utilisés pour la délation. Mais les provocateurs ne sont qu'un alibi. Ce que l'Etat avec sa CGT ne veulent pas admettre, c'est que les ouvriers se battent et échappent au contrôle "légal". Aujourd'hui ce n'est encore qu'une minorité de la classe ouvrière qui prend la rue, mais demain, quand le chômage se répandra partout, on s'en rappellera.

C'est pourquoi L'Etat capitaliste veut vous donner une leçon, non seulement pour le 23 mars, mais pour Longwy et Denain, pour faire taire la combativité ouvrière. Ils ont attrapé les plus faibles, ceux que la malchance a fait tomber entre leurs mains, ceux qui couraient, moins vite, ceux qui payeront pour nous tous.

Rappelez-vous,quand vous couperez un papier,de José Lorenzo, 18 ans, pris pour port d'armes (une paire de ciseaux) ; rappelez vous de Gilles et de la grève du lycée Paul-Valéry. appelez-vous d'André Tulet, 20 ans, comptable, 7 mois de prison ferme ; de Laurent Poyet, 24 ans, surveillant d'externat, un an de prison ferme. Rappelez-vous,dans ces belles journées de printemps,des ouvriers, lycéens, employés, chômeurs, à Paris, à Va anciennes ou à Denain, en prison. Ils sont des nôtres.

J.A.

1er MAI 1947 (SUITE DE LA P.6)

riat ne se pose pas pour but immédiat (parce que les conditions historiques ne la posent pas) la transformation de la société, mais essentiellement, des réformes à l'intérieur de la société bourgeoise qui s'expriment par la participation aux élections et son organisation corporatiste : le syndicat.

Toute différente est la période historique présente. Le capitalisme a épuisé toute possibilité d'expansion et, partant, de développement. Désormais, son existence ne peut s'accompagner que de destructions économiques et de troubles politiques. C'est la crise permanente du capitalisme. Désormais, le capitalisme est dans l'impossibilité d'accorder des réformes en faveur des ouvriers, il est dans la nécessité de réduire d'une façon continue le niveau de vie des masses travailleuses, de centraliser pour sa défense toutes ses forces entre les mains de l'Etat, de substituer à ses formes, démocratiques le totalitarisme et de vivre dans une guerre permanente. Dans cette période où la tâche historique du prolétariat devient une tâche pratique immédiate, le programme de luttes pour des réformes devient un obstacle à sa lutte sociale nécessaire, un moyen de réincorporation et de maintien du prolétariat dans les cadres du régime existant. Les organisations traditionnelles contre les syndicats, ne peuvent plus remplir une fonction qui a cessé d'exister, qui ne peut plus exister. Ces organisations ayant perdu leur contenu, ne gardant que leur construction extérieure -qui, elle-même, par sa structure, se situe sur le terrain du capitalisme- acquièrent une fonction nouvelle. Les organisations syndicales deviennent des rouages de l'Etat capitaliste servant de casernes où les masses ouvrières sont enfermées, emprisonnées et plus étroitement contrôlées.

Jamais les syndicats n'ont été aussi forts qu'aujourd'hui, groupant des millions et des millions d'adhérents dans chaque pays, et jamais aussi le mouvement ouvrier n'a été aussi faible aussi domestiqué qu'à présent. L'un va avec l'autre, l'un exprime l'autre.

-01)0-

L'évolution historique impose au prolétariat un problème à résoudre : ou accomplir la révolution, édifier la société socialiste et sauver l'humanité, ou subir le capitalisme et toutes ses conséquences. Le capitalisme ne peut subsister impunément. Comme tout système social ayant épuisé les conditions historiques qui lui ont donné naissance, le capitalisme est devenu, non seulement une entrave au développement de la société, mais en dégénérant, en se putréfiant, il menace l'existence même de l'humanité.

Après avoir puissamment contribué au développement des forces productives, le capitalisme ne produit plus que les moyens de leur destruction. Production massive des armes, perfectionnement des engins de mort. Canons, gaz asphyxiant, guerre bactériologique, VI V2, forteresses volantes, bombes atomiques, engins de mort, sur terre, sur mer, dans l'air ; la production capitaliste n'est désormais qu'une économie de destruction. Depuis 1914, le capitalisme a détruit non seulement la production courante, mais il a entraîné dans la destruction des richesses accumulées de siècles de productions antérieures. Cette course à la destruction ne fait que s'accélérer d'année en année.

La perspective qui s'ouvre devant le prolétariat et l'humanité entière est celle de la BARBARIE. Barbarie économique, dans le recul des forces de production, barbarie dans la destruction des richesses sociales, barbarie dans les conditions de vie, barbarie dans le rapport entre les hommes. Dans cette rage de destruction forcenée, le capitalisme décadent risque d'entraîner l'humanité entière. Le massacre de quelques dizaines de millions d'êtres durant la deuxième guerre n'aura été qu'une répétition en miniature de ce quiattend l'humanité demain.

Faut-il donc que les villes entières soient transformées en ruines fumantes, faut-il donc que le globe entier soit devenu un seul et immense incendie, faut-il donc que par centaines de millions se comptent les cadavres et soient rougis de sang pour que le prolétariat comprenne l'immensité de sa responsabilité et de sa mission historiques, et qu'enfin sortant de sa torpeur se ressaisissant, il réalise en actes son vieux cri révolutionnaire : son vieux cri révolutionnaire :

DEBOUT LES DAMNES DE LA TERRE
DEBOUT LES FORÇATS DE LA FAIM ...
LE MONDE DOIT CHANGER DE BASE
NOUS NE SOMMES RIEN, SOYONS TOUT. .

(INTERNATIONALISME N°21 mai 1947

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière; IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

●Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions.Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

●La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

●La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

●La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

●Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations".Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

●Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est,Chine,Cuba,etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

●A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

●Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

●Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires","fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre,sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

●Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.